

Mesdames, messieurs, membres du congrès, monsieur le Président des assemblées, madame la Présidente : Carole.

Pourquoi militer ?

Pourquoi s'engager ?

Pourquoi tout d'un coup, décider de faire un pas en avant et prendre la parole. Et décider de témoigner. Vous tous ici, tout le monde s'est au moins une fois posé la question. Notre réponse aujourd'hui la voici : Il faut redonner du sens à notre société et aux rapports sociaux qui la font vivre. Il faut redonner des perspectives aux communautés humaines pour que les évolutions à venir ne soient plus des reculs.

Vous tous ici êtes les représentants d'une force qui ne veut pas céder. Le congrès est cet événement par lequel notre organisation, la CFE-CGC fait le plein de carburant. Le plein d'idées et de propositions. C'est le sens de cet engagement qui nous réunit ici ce soir. Nous sommes là pour proposer des réponses à la question du sens de l'engagement. Pour proposer des perspectives pour agir et transformer la société. Pour contribuer à construire un monde plus juste et plus humain. Pour formuler des propositions et un programme pour les mettre en valeur, pour faire un syndicalisme utile. Pour rendre encore plus opérationnelle notre organisation au service des sections syndicales et des militants qui s'engagent au quotidien pour faire bouger les lignes de la société.

Nous voulons prendre la parole, reprendre la parole confisquée par les commentateurs de la pensée unique, par les éditorialistes de la pensée conforme et envoyer un signal de raison.

Le monde est devenu de plus en plus irrationnel. La croissance et le développement ne portent plus l'idée du bonheur et de la sécurité. Au contraire, tout se passe comme si le progrès collectif était assuré par une régression du statut des individus. Dans le même temps, les organisations et les formes de travail se sont totalement transformées en quelques années. L'irruption du digital et des réseaux sociaux est en train de changer radicalement le rapport au travail et à l'information. L'explosion du numérique dans tous les secteurs de l'économie pose aussi la question de la dématérialisation des rapports sociaux. Dans ce chaos dont on ne sait ce qu'il adviendra, il existe peu de lieux de calme où réfléchir et partager une vision du monde dans laquelle la personne humaine est autre chose qu'un pion mais un citoyen acteur de cette transformation. Un monde où chacun trouve sa place et bénéficie du progrès de la société.

La CFE-CGC, les acteurs qui la composent doit être ce groupe unique, irremplaçable au sein duquel chacun peut trouver matière à penser l'avenir. Attaché au dialogue et à la concertation, notre organisation défend des valeurs et c'est la lisibilité de ces valeurs qui fera notre force de rassemblement.

L'organisation syndicale de l'encadrement.

La CFE-CGC s'est donné pour mission originelle d'incarner le syndicalisme spécifique des Techniciens, des Agents de Maîtrise et des Cadres, dans le privé et dans le public, d'en assurer la représentation et d'être la gardienne de son unité, elle entend s'adapter en permanence aux changements de la société et de son organisation économique et sociale. A l'heure où le statut de l'encadrement est remis en cause, il nous faut être moteur dans sa redéfinition.

La réflexion interfédérale sur le futur statut de l'encadrement à porter en négociation devra se poursuivre et aboutir à une position politique forte. Porter cette position sera la priorité de l'exécutif confédéral. Il veillera en permanence à intégrer dans ses revendications la question du statut de l'encadrement.

De même, le service du public engage des relations et des contraintes de travail qui sont totalement similaires à celles vécues par les membres de l'encadrement du secteur privé. Sur tous les terrains, la société évolue et toujours l'être humain en est le paramètre d'ajustement. Public ou privé, sans distinction, l'encadrement doit accompagner les mutations en même temps qu'il constate la précarisation de ses conditions de travail et l'affaiblissement de son pouvoir d'achat. Cette injustice insupportable mobilise les militants de la CFE-CGC.

Il est essentiel que les femmes et les hommes qui, chaque jour, dans leur vie personnelle et professionnelle exercent des responsabilités, prennent des initiatives et des risques et s'impliquent pour être des acteurs du changement, disposent d'un espace pour mettre en commun leurs compétences au service de l'organisation et de l'innovation sociale.

Une organisation représentative

La représentativité d'une organisation syndicale est évaluée désormais dans le strict cadre de la loi de 2008 et de ses critères chiffrés pour le privé et la loi de 2010 pour le public.

Etre pleinement représentatif, c'est aussi être porteur des défis qui attendent notre société en pleine mutation. Pour y parvenir, le CFE-CGC doit travailler à renouveler ses structures en y intégrant les personnes pleinement à l'image des populations que nous représentons. Ce sont là deux sujets distincts mais conditionnés l'un à l'autre.

Représentativité nationale de la CFE-CGC

Le développement et la représentativité sont des priorités incontournables pour notre organisation. Les résultats obtenus par la CFE-CGC dans de nombreux secteurs montrent qu'avec méthode et persévérance la place de premier syndicat est accessible. En faisant des élections professionnelles une mesure de représentativité, la loi fait de l'entreprise et de la section syndicale le centre névralgique du militantisme. Nous proposons de mettre en place des moyens renforcés au niveau de la confédération dans le but de rendre encore plus opérationnelles nos structures syndicales.

C'est dans ce cadre que trois secrétariats nationaux seront consacrés à l'action et au développement. Les moyens de la confédération pour l'action syndicale seront renforcés dans une logique consistant à mettre la communication au service de l'action. Plus que jamais, la confédération élargira sa mission en devenant un centre de ressources à l'appui des fédérations pour le besoin des sections syndicales.

Développement et territoires.

Une profonde réforme de l'action territoriale sera engagée sous la responsabilité du secrétaire national développement et territoires.

La priorité faite à notre représentativité doit nous conduire à renforcer nos structures décentralisées et à les rendre plus opérationnelles. Le renforcement et la coordination de nos actions pour le développement doivent prendre le pas sur la simple consultation des acteurs territoriaux et sur la multiplicité des représentations dans lesquelles nos unions territoriales épuisent une grande partie de leurs ressources.

C'est dans ce cadre qu'il apparaît nécessaire de moderniser les rapports des unions territoriales avec les structures professionnelles, mais aussi de créer un espace de rencontre entre les unions régionales et l'exécutif confédéral.

Sans présumer de la réforme statutaire nécessaire à terme, c'est une évolution importante des pratiques et du fonctionnement des unions territoriales qui sera proposée. L'objectif premier est bien de mettre l'action syndicale territoriale dans le fil exact des objectifs confédéraux et de promouvoir l'implantation et le développement de nouvelles sections syndicales.

Représentativité dans les branches du privé.

L'exigence de représentativité, et plus particulièrement d'une audience électorale minimale, nécessite des actions de développement cohérentes avec les résultats obtenus. Plus que jamais, ce sont les zones dans lesquelles notre organisation est la plus fragile et pour lesquelles notre potentiel de développement est le plus important que les efforts doivent se concentrer. En effet, en soumettant l'obtention de la représentativité confédérale à l'atteinte du seuil de 8 % dans chacun des secteurs du commerce, de la construction, de l'industrie et des services, la loi rend interdépendants tous ces secteurs.

C'est ainsi qu'il sera proposé la création d'une structure interfédérale chargée de remonter et d'analyser les résultats électoraux par branche et de proposer des actions de développement. L'exploitation des résultats dans le logiciel MARS permettra d'identifier les secteurs de développement les plus porteurs en terme d'audience. L'ensemble des moyens d'action et de développement de la confédération seront conjugués avec ceux des fédérations impliquées pour concentrer les efforts dans les lieux où le développement syndical est prioritaire.

Représentativité dans les secteurs du public.

La préparation de l'élection de représentativité dans la fonction publique a déjà débuté. Le pôle fonction publique de l'exécutif confédéral travaillera immédiatement à la définition des objectifs sur lesquels l'ensemble de la confédération doit s'engager pour renforcer ses positions dans les fonctions publiques. Car c'est un fait que l'encadrement du service public est confronté aux mêmes plans de restructuration que le privé subit depuis tant d'année et que ses conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles.

Une CFE-CGC à l'image de celles et ceux qu'elle représente.

Les mutations sociales qui agitent la société créent les conditions d'un clivage et d'une incompréhension entre les générations. C'est un enjeu essentiel d'intégrer toutes les générations dans nos structures dirigeantes.

De même il apparaît indispensable d'intensifier nos efforts dans le sens d'un renforcement de la parité de représentation dans nos structures syndicales. Point sur lequel il faut le dire, nous ne montrons pas le bon exemple. Alors comment procéder ? Nous proposerons de faire progresser la parité dans nos structures par des incitations statutaires ou réglementaires.

Ces priorités nous conduisent à faire des propositions nouvelles dans le but de mettre en œuvre une gestion prévisionnelle des militants qui constituent les différentes structures fédérales et confédérales de notre organisation.

Pour faire confiance aux forces nouvelles il faut proposer les conditions d'un engagement syndical valorisant, un syndicalisme attractif. Nous devons lutter contre les discriminations et donner au militantisme la reconnaissance qu'il mérite en accompagnant les parcours de carrière.

Une organisation visible

Mais, aussi pertinent ou universel que soit son message, une organisation syndicale se développe d'autant mieux que le discours qui porte ses valeurs est visible. La communication est un des outils de l'action. Nous proposons de continuer le travail d'implantation de notre image dans des espaces nouveaux tout en maintenant la pression engagée sur les médias d'une CFE-CGC attachée au dialogue et à la recherche de solutions sociales pérennes et équilibrées.

Valoriser nos actions

Dans le cadre de la définition de nouvelles missions pour le service action, une part importante reviendra au service communication de la confédération qui mettra en œuvre son réseau et ses compétences pour servir des actions de développement des sections syndicales.

Nous voulons pour cela, proposer une assistance pour répondre aux besoins des syndicats en termes de rédaction de communiqués, tracts et affiches, et de diffusion presse. Soutenir chaque fédération, avec les moyens confédéraux, sur un sujet de son actualité ou de l'actualité d'une de ses branches. Organiser régulièrement des rencontres et interventions dans les écoles et universités.

Mutualiser nos moyens

La confédération a bien sûr vocation à produire des outils et services à destination de ses structures, mais elle doit également créer les conditions permettant d'optimiser la mutualisation des outils créés par ses structures. Pour cela, nous souhaitons organiser le partage des productions confédérales, fédérales et syndicales (guides, tracts, fiches pédagogiques) pour que toutes les structures (fédérations, syndicats, unions) puissent capitaliser sur le travail déjà réalisé et développer l'édition de brefs de l'actualité sociale, économique et politique dans chaque secteur pour les diffuser à l'ensemble des structures de l'organisation.

Une organisation inventive

Nous avons eu des victoires, nous avons inventé des concepts, nous avons été copiés, preuve que la CFE-CGC a une grande capacité à penser la société, à la comprendre et à anticiper ses mutations. Avant tout le monde, la CFE-CGC s'est occupé de développement durable, de RSE, de la question du logement et des administrateurs salariés. En alertant sur le stress, en formant les militants à se protéger des organisations génératrices de souffrance, en décodant les dessous du « lean » management par exemple, notre organisation s'est toujours placée à la pointe d'une revendication syndicale calée sur une vision du monde cohérente et humaine.

A l'heure où les décideurs politiques, infusés de discours néo-libéraux depuis plus de 20 ans sont incapables de proposer une seule réforme intelligente et adaptée aux enjeux, il est devenu urgent que la CFE-CGC invente les thématiques de demain tout en renouvelant les anciennes.

Les enjeux sociaux de la numérisation des échanges et des informations.

Les nouvelles relations professionnelles qui émergent grâce à la technologie questionnent et bouleversent le modèle existant. La révolution numérique est bien plus qu'un pas supplémentaire dans la croissance ininterrompue de la production. Il s'agit en vérité d'un point de rebroussement définitif dans les pratiques commerciales et de services basées jusqu'alors sur le contact physique. Outre l'impact phénoménal sur l'emploi auquel il faut s'attendre, les fermetures d'agences et de points de vente, c'est tout l'édifice social de notre démocratie qui se trouve menacé.

Alors si cette créativité nouvelle dans l'organisation et la mise à disposition d'offres de service permet à certains de satisfaire rapidement leur besoin et à d'autres d'arrondir leur fin de mois, elle n'en pose pas moins de nombreuses questions. Quelle est la véritable nature des cocontractants ? Comment doit-on traiter cette nouvelle offre juxtaposée à l'ancienne, sans détériorer la situation de l'emploi ? Dans ces nouveaux modèles, quelle est la place du collectif ? Comme toujours, l'objectif de la CFE-CGC n'est pas d'ignorer ou de s'opposer au sens de l'histoire, mais bien d'anticiper les changements pour ne pas les subir, de protéger les acteurs sans frustrer les innovateurs.

C'est dans ce cadre que nous proposons de créer un observatoire social du numérique, rattaché aux secteurs emploi formation, protection sociale et économie. Il aura pour objectif de recenser les évolutions structurantes pour la société qui accompagnent la révolution numérique et de proposer un cadre social pour s'y adapter.

Une créativité nouvelle : penser la société de demain.

Plutôt que d'appliquer des méthodes vieilles de 20 ans et qui ne produisent aucun effet, ne faudrait-il pas réfléchir à un code du travail pour un paysage du travail que l'on ne connaît pas encore ? Voilà une illustration de ce qu'une organisation syndicale comme la nôtre peut porter au débat social et économique. De même que plutôt que la flexibilité et la concurrence il vaut mieux réfléchir aux modalités unifiées de protection sociale.

Enjeu du logement et du crédit sans CDI, autonomie financière. Modalités unifiées de protection sociale. Economie sociale et collaborative, emplois indépendants. Impact des nouvelles technologies sur les métiers et les compétences de l'encadrement. Formation et

mobilité. Voici une liste non exhaustive qui constitue les sujets de réflexions sur lesquels non seulement nos adhérents nous attendent mais aussi la société dans son entier.

Voilà pourquoi nous voulons mettre en place un groupe de réflexion et d'anticipation sur les mutations sociales à la manière d'un « Think tank » et conquérir une autorité politique et intellectuelle incontestable. Et confier à chaque secrétaire national la mise à jour des idées et valeurs défendues dans le cadre de son secteur et élaborer la synthèse des propositions portées par la CFE-CGC lors des prochaines élections présidentielles.

Confier l'organisation d'« ateliers du monde en mutation » aux unions territoriales. Ces consultations sur les aspirations citoyennes dans le monde du travail auront notamment pour objectif de rapprocher le monde syndical des plus jeunes générations.

Des nouveaux services, une proposition syndicale qui s'adapte aux mutations sociales.

Enfin, plus rien ne sera jamais comme avant ! Voilà si l'on en croit les diseurs de bonne aventure des petits matins radiophoniques ce que l'avenir nous réserve. La CFE-CGC ne se satisfait pas des discours creux et gratuits des commentateurs de l'inéluctable néo-libéral et nous voulons faire des propositions innovantes allant dans le sens de braver cette prédiction du manque d'intérêt de la société pour les syndicats.

Et pour cela, nous prévoyons d'accompagner les adhérents dans leurs transitions professionnelles en développant un service de conseil en parcours professionnel (informations sur les garanties sociales, la formation professionnelle, etc.). Ou encore, créer un réseau étudiant avec un accès aux moyens d'information sociale de la CFE-CGC, mais aussi un accès au réseau complet de l'organisation, grâce à des partenariats dans les différentes filières.

Nous prévoyons aussi d'améliorer la représentation des travailleurs précaires en tenant mieux compte de la particularité de leur statut. Et de réfléchir au développement d'une représentation spécifique des chômeurs et des travailleurs non-salariés économiquement dépendants.

Penser enfin le syndicalisme d'encadrement dans les PME à partir d'exemples vécus et d'instruments simples.

Au moment de conclure, faisons simplement un pas de côté et réfléchissons à la notion d'insécurité. L'insécurité qui est intolérable quand on prend l'avion ou le métro et qui devient acceptable quand on parle du travail. Pire, l'insécurité doit devenir la règle. Réfléchissons un peu à qui sert ce discours que les laveurs de cerveau nous mettent dans la tête à longueur d'éditoriaux.

Car c'est bien ce discours qui domine et qui presque partout dans le monde exerce un pouvoir sans partage. Un chant hypnotique qui nous raconte que le bonheur de tous est la somme des petits malheurs de chacun. Que la croissance est le fruit des reculs salariaux. Que le progrès est à venir un jour et la souffrance à subir toujours.

Depuis plus de 20 ans, les gouvernants ont failli. Ils devaient nous protéger, ils s'y étaient engagés. Ils nous ont abandonnés au milieu d'un capitalisme devenu fou. Sans volonté de réagir et de protéger la classe moyenne, ils ont choisi, pour faire face à cette crise économique qui n'en finit pas, le nivellement par le bas. Et moi je dis que le mépris de l'excellence est une des formes les plus odieuses de gouvernement. Car c'est au contraire la culture de l'excellence qui abolit les frontières de classes.

Nos gouvernants ont abdiqué tout pouvoir d'agir sur le réel, toute volonté de changer le quotidien. Ils se sont enfermés eux-mêmes dans la tenaille du pouvoir législatif européen et du pouvoir financier des multinationales. Prisonniers consentants, sans objectifs et sans armes, ils n'ont plus d'autres idées que d'occuper le territoire des partenaires sociaux. Infusant depuis 20 ans les mêmes remèdes, sans succès. Constatant leur échec, ils veulent nous en tenir comptables, nous les partenaires sociaux ! Alors qu'il serait si simple de nous respecter. Voire, pourquoi pas de nous écouter...un peu. La CFE-CGC est pour un paritarisme rénové dans lequel chaque partenaire se reconnaît, se respecte et s'écoute.

C'est dans ce paritarisme à tous les niveaux que nous défendons nos valeurs :

La CFE-CGC se bat pour une juste rémunération des efforts et des responsabilités, un partage équitable de la valeur ajoutée et l'arrêt du nivellement par le bas.

La CFE-CGC défend un modèle social basé sur la répartition des contributions. Mais sans discrimination pour les bénéficiaires.

La CFE-CGC lutte contre les organisations de travail génératrices de stress et de souffrance.

La CFE-CGC propose des modèles d'organisation qui font de la qualité de vie au travail un vecteur de performance économique.

La CFE-CGC travaille à la concrétisation d'un authentique développement durable porteur de nouvelles filières et de progrès social.

La CFE-CGC soutient une construction européenne intégrant la question du progrès social comme objectif commun de développement.

LA FIN

Le syndicat est par nature le lieu de l'invention de solidarités nouvelles. C'est cette créativité que nous voulons mobiliser. Cette capacité naturelle et donc essentielle à penser la collectivité de travail comme le ferment d'une société apaisée et progressiste.

Contre la violence du quotidien, contre l'arbitraire économique, enfin contre l'irrationnel de la finance il n'existe qu'un seul impératif, qu'une seule réponse valable, celle de la solidarité authentique, consentie, humaine. C'est à cette réponse là que nous travaillons. C'est pour cela que nous sommes ici rassemblés. Pour témoigner ensemble qu'un autre monde est possible et que dans cette société chacun a sa place au milieu de tous.

Mes chers amis,

Ils ont 20 ans, ils nous regardent et de ce monde qui change rien ne leur échappe. Ce sont nos enfants, ceux de nos collègues, de nos amis, de nos voisins. Ils ont grandi et cherchent leur place dans une société déstructurée. Organisation syndicale, nous sommes les gardiens du pacte social entre les générations et je veux qu'ils soient fiers de nous. Qu'ils puissent dire en regardant le travail que nous allons faire ensemble:

Oui on peut y croire !

Oui, la société peut encore changer !

Et je veux qu'ils puissent dire de nous : Ils n'ont pas baissé les bras !

Ils se sont engagés, ils n'ont pas baissés les bras, et le monde a changé.

La CFE-CGC ne baisse pas les bras, elle avance dans l'unité et c'est le moins que l'on puisse promettre, grâce à vous tous, avec toutes les forces militantes de notre organisation, dans les semaines et les années qui viennent, plus que jamais, il va falloir compter avec la CFE-CGC.

Je vous remercie